



European Journal of Turkish Studies

Social Sciences on Contemporary Turkey

9 | 2009

EU-Turkey: Sociological Approaches

Temps et contretemps d'une européanisation. Le cas du mouvement contre l'exploitation aurifère en Egée du nord

Europeanization Progress and Impediments. The mobilization against gold mining in the North Aegean Region

Emre Öngün



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/3733>

DOI : 10.4000/ejts.3733

ISSN : 1773-0546

Éditeur

EJTS

Référence électronique

Emre Öngün, « Temps et contretemps d'une européanisation. Le cas du mouvement contre l'exploitation aurifère en Egée du nord », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 9 | 2009, mis en ligne le 04 janvier 2010, consulté le 16 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/3733> ; DOI : 10.4000/ejts.3733

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2020.

© Some rights reserved / Creative Commons license

Temps et contretemps d'une européanisation. Le cas du mouvement contre l'exploitation aurifère en Egée du nord

Europeanization Progress and Impediments. The mobilization against gold mining in the North Aegean Region

Emre Öngün

- 1 Les relations entre la Turquie et l'Union européenne sont fondamentales pour comprendre l'action collective en Turquie depuis la période post-coup d'Etat de 1980. Elles présentent, pour les acteurs turcs, un ensemble d'opportunités (au sens le plus large du terme) et sont, bien plus que les mouvements sociaux, à l'origine des principales modifications du contexte politique turc. Néanmoins, le recours à l'Europe, qui peut prendre des formes multiples, n'est ni une évidence ni l'assurance pour les acteurs d'atteindre leurs objectifs ou de consolider leurs positions. Nous proposons dans cette contribution d'étudier les différents usages qui ont pu être faits de l'Europe dans le cas du mouvement contre l'exploitation aurifère en Egée du nord. Ce mouvement s'est décliné en deux séries de mobilisations, celles de Küçükdere contre le projet de Tüprag (firme dont les capitaux sont détenus par la société allemande Preussag) et celles des villages autour de Bergama contre Eurogold (firme aux capitaux originellement franco-allemands qui changea ensuite plusieurs fois de propriétaires et de nom).

Notre analyse s'appuie d'une part sur le modèle du *boomerang pattern* construit par M. Keck et K. Sikkink (1998) et d'autre part sur la typologie des quatre modes d'européanisation de l'action, développée par S. Tarrow et D. Imig (2002) dans l'ouvrage élaboré sous la direction de R. Balme, D. Chabanet et V. Wright. Ces choix conceptuels reflètent les caractéristiques de notre cas d'étude : une action collective s'étendant de la Turquie à l'espace européen.

- 2 Le modèle du *boomerang pattern* nous semble à la fois utile et insuffisant pour comprendre le recours à l'Europe d'acteurs turcs mobilisés depuis plusieurs années ainsi que les résultats de cette mobilisation. Selon ce modèle, le degré d'efficacité d'une mobilisation varie avec la sensibilité de la « cible » visée aux acteurs mobilisés par le réseau. Outre une distinction des différentes formes d'action des réseaux transnationaux (*Information politics*, *Symbolic politics*, *Leverage politics*, *Accountability politics*), il propose également un ensemble de critères à partir desquels il est possible d'en évaluer l'efficacité.
- 3 Néanmoins, ce modèle s'avère insuffisant pour comprendre pourquoi et comment est initié le recours à des acteurs étrangers. En effet, il stipule que des acteurs locaux confrontés au blocage de leurs activités, ou même à la négation de leur droit à exister, s'associent à des acteurs étrangers afin de faire pression sur le « pays-cible » en passant par le soutien d'un ou de plusieurs autres Etats et/ou institutions internationales. Or, dans le cas qui nous intéresse, la dimension européenne du mouvement existe bien avant qu'apparaisse effectivement un blocage dans l'espace national. Lorsque le blocage survient, il suscite en revanche un usage de l'Europe différent de ce qui avait été jusqu'alors mis en œuvre. Cette dernière remarque pointe une autre insuffisance du modèle de M. Keck et K. Sikkink pour notre objet d'étude et la nécessité d'une analyse plus fine de l'action collective dans le contexte spécifique de l'intégration européenne.
- 4 Ainsi, la typologie des modes d'européanisation de l'action de S. Tarrow et D. Imig permet de distinguer les différents usages mis en œuvre par les acteurs qui ne se limitent pas à une seule forme d'action. Les quatre modes sont :
 - 5 « L'intériorisation » : des mobilisations essentiellement locales mais reliées à des questions européennes, souvent en réaction à des décisions de l'UE ;
 - 6 « L'externalisation » : des acteurs nationaux contournent des obstacles nationaux en se saisissant des opportunités offertes par les institutions européennes ;
 - 7 La « transnationalisation » : des acteurs issus de pays différents agissent de concert ;
 - 8 « La supranationalisation » : la participation au processus de prise de décision au sein de l'UE ;
- 9 En utilisant ces deux approches théoriques de manière complémentaire, nous reviendrons dans un premier temps sur la genèse de l'européanisation d'un mouvement local puis nous analyserons les diverses stratégies mises en œuvre dans le cadre de cette « européanisation ».

I. Conditions et la genèse de l'européanisation d'un mouvement local

- 10 L'observation des conditions de l'européanisation du mouvement contre l'exploitation aurifère en Egée du nord va nous permettre de déterminer comment certains acteurs particuliers ont été à l'initiative du recours à l'Europe. Nous allons attacher une attention particulière aux différentes ressources dont disposent les principaux acteurs du mouvement. Le caractère différencié des ressources signifie que nous faisons le choix de ne pas utiliser l'analogie monétaire pour analyser la dotation en ressources de chaque acteur à la suite des remarques de M. Dobry (1992 : 34-38). Il s'agit donc de considérer que les ressources ne sont pas additionnables entre elles, qu'un acteur ne

dispose pas d'un « stock » global de ressources mais d'une dotation variable de différentes ressources. Ainsi, l'européanisation ne pourra être réalisée que par la mobilisation de certaines ressources spécifiques. Or, lors de la genèse du mouvement, celles-ci ne sont détenues que par un seul acteur qui va en conséquence jouer un rôle primordial.

La mobilisation de Küçükdere : émergence d'un acteur clé

- 11 A l'origine de la mobilisation en Egée du nord se trouvaient non pas les paysans des villages concernés mais des avocats écologistes du barreau d'Izmir, grande ville de la côte égéenne au sud de Küçükdere. Ces avocats étaient membres de la commission environnement du barreau animé par Senih Özey, ancien militant de la mouvance politique Dev-Yol (*Devrimci Yol* [Voie révolutionnaire]) durant les années 70 et membre du parti des Verts en Turquie. Ce petit groupe d'individus, qui combinait des ressources professionnelles et une expérience militante pour certains, initia la mobilisation de Küçükdere en constituant un noyau composé de différentes catégories d'acteurs. Ce noyau regroupait des représentants d'organisations professionnelles (ingénieurs et architectes, médecins) qui mobilisèrent leur capacité d'expertise, extrêmement utile pour formuler les premières critiques envers l'entreprise Tüprag ; des acteurs issus de l'important secteur touristique local apportant leurs ressources matérielles et leurs réseaux personnels (parmi ces acteurs, Birsal Lemke jouera un rôle fondamental pour toutes les relations avec des acteurs étrangers) ; et surtout des élus locaux issus de différents partis politiques (DYP, ANAP, SHP¹) en mesure de mobiliser l'ensemble des ressources dont ils bénéficient à leurs échelles respectives : les maires des treize communes avoisinantes (fédérées au sein d'une « union de communes »² [*Körfez Belediyeleri Birliği* (KBB)³], le *muhtar* de Küçükdere, Ahmet Dinç⁴ et le député Melih Pabuçcuoglu. Cependant, il convient de noter qu'en dehors de Birsal Lemke aucun acteur ne disposait des ressources pertinentes pour une quelconque européanisation, ne serait-ce que la maîtrise suffisante d'une langue étrangère pour établir des interactions de manière continue.
- 12 L'engagement commun d'élus de différents partis membres de la coalition gouvernementale (DYP-SHP) ou de l'opposition (ANAP) eut un écho important. Les maires furent au premier plan d'un certain nombre d'actions symboliques (telle qu'une demande d'asile collective en Allemagne) et adoptèrent une déclaration commune qui annonçait une démission collective en cas d'inauguration de l'usine d'extraction aurifère.
- 13 Face à cette mobilisation, les dirigeants de Tüprag firent appel à des ressources européennes en cherchant à jouer des relations diplomatiques entre la Turquie et l'Allemagne. Ainsi, un dirigeant de Preussag, société allemande détentrice des capitaux de Tüprag, fit partie de la délégation accompagnant le chancelier Kohl dans sa visite officielle en Turquie et eut l'occasion de s'entretenir avec le premier ministre Erdal İnönü. L'entreprise chercha également à convaincre la population locale de l'absence de nocivité de l'utilisation du cyanure dans l'exploitation. Cette argumentation n'eut aucun effet après la campagne de sensibilisation initiée autour de Küçükdere.
- 14 A la fin du mois de mai 1993, le ministre de l'Environnement Doğançan Akyürek annonça que le rapport d'évaluation des conséquences environnementales autorisant la construction de l'usine à Küçükdere était annulé et qu'il rejetait le projet de Tüprag. La

mobilisation de Küçükdere connut ainsi un succès foudroyant. Seulement trois mois s'étaient écoulés entre les premières initiatives au début du mois de mars 1993 et l'interdiction du projet par le ministre de l'Environnement. Le succès des acteurs locaux engagés fut tellement rapide que l'intervention de partenaires étrangers n'était plus d'actualité avant même qu'elle commence à se déployer.

- 15 Même si l'information fut relayée en Allemagne par le journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, la radio allemande ARD, ou dans l'important quotidien grec de centre gauche *Eleftherotypia* par le journaliste Stratis Palaskas originaire de Mytilène (commune située sur l'île de Lesbos en face du golfe d'Edremit), il n'y eut pas de vaste mouvement d'européanisation durant cette première phase de mobilisation, mais plutôt une série de prises de contact. Pour être plus précis, un seul contact européen eut un effet tangible à ce moment-là de la mobilisation. Confrontés à l'insuffisance de la contre-expertise locale, les acteurs engagés dans la mobilisation parvinrent à contacter le professeur allemand Friedhelm Korte, spécialiste mondialement reconnu de la chimie environnementale, par l'entremise d'un de ses collègues d'origine turque. Le rapport détaillé du professeur Korte, venu examiner le site, apporta une légitimité scientifique cruciale pour la mobilisation et contribua à son intensification. Son action ne signifiait pas pour autant l'extension de la mobilisation hors des frontières turques. Au-delà de cette initiative, les contacts européens établis à l'occasion de la mobilisation de Küçükdere, même s'ils n'ont pas eu d'effet sur le moment, ont jeté les fondements des actions à venir, et seront ultérieurement activement mobilisés.
- 16 Ces contacts européens sont avant tout l'œuvre d'une personne, Birsal Lemke, qui dispose de ressources spécifiques. Propriétaire d'un club de vacances florissant ainsi que d'une ferme biologique, elle est un des principaux acteurs du secteur touristique local. Durant la mobilisation, elle s'est largement appuyée sur son statut de professionnelle du secteur touristique tout en développant un discours écologiste⁵. Elle dispose localement d'un ensemble de caractéristiques qui font d'elle une notable. Elle est diplômée de la prestigieuse faculté de Sciences politiques de l'université d'Ankara dite la *Mülkiye*, elle dispose de réseaux personnels parmi les dirigeants politiques locaux (par exemple, Melih Pabuçcuoglu, député DYP de Balıkesir de 1991 à 1995 et relais unanimement apprécié du mouvement à Ankara, est l'avocat et un vieil ami de la famille). Cependant, ces ressources ne sont pas très différentes de celle d'autres acteurs mobilisés. En revanche, son parcours est avant tout marqué par une expérience cosmopolite avec de très longs séjours à l'étranger, notamment près de dix ans en Allemagne. Depuis 1985, elle partage sa vie entre son club de vacances et une résidence à Munich. Sa parfaite connaissance de l'anglais et de l'allemand est une ressource dont ne disposent pas les autres acteurs du mouvement. De plus, elle est en mesure de mobiliser son carnet d'adresse personnel en Allemagne, comme par exemple l'eurodéputé vert allemand (1994-1999) Wolfgang von Nostitz, qui est son avocat à Munich depuis les années 70.
- 17 Ces ressources personnelles vont faciliter l'établissement de contacts en Europe. Ainsi, elle établit des relations avec le groupe des Verts au Parlement européen à la suite de sa rencontre avec Ali Yurttagül, (turc naturalisé allemand, conseiller du groupe vert au Parlement européen) à l'occasion d'un colloque sur les institutions locales qui se déroulait en Turquie et auquel il participait au nom des Verts en compagnie de Wolfgang von Nostitz.

- 18 Il en fut de même pour établir le contact avec le professeur Friedhelm Korte dont la capacité d'expertise mondialement reconnue légitima le mouvement. Les relations avec la fondation allemande Foodfirst Information and Action Network (FIAN) révèlent également la capacité de Birsell Lemke à saisir les opportunités qui se présentent. Elle rencontra la présidente de FIAN-Allemagne, Petra Sauerland, en 1994 alors que celle-ci était en voyage de noces en Turquie avec son époux d'origine turc. Le jeune couple avait été informé du mouvement par le quotidien allemand *Die Tageszeitung* et souhaitait rencontrer des acteurs mobilisés. Ils furent également accueillis et logés dans le club de vacances de Birsell Lemke avec laquelle ils sympathisèrent.
- 19 Les ressources personnelles de Birsell Lemke lui permirent de transformer cette rencontre en un des vecteurs de l'européanisation du mouvement.

La mobilisation de Bergama : le renforcement de l'acteur clé

- 20 Alors que se déroulait la mobilisation de Küçükdere, le maire de Bergama (ville située à une cinquantaine de kilomètre) Sefa Taşkın, auparavant favorable à un projet d'exploitation aurifère similaire initié par la firme Eurogold sur un site proche de sa commune, commença à s'y opposer. Il établit des contacts avec des scientifiques et les invita à des conférences dans les différents villages concernés par le projet d'exploitation. Plusieurs scientifiques d'Izmir et Senih Özyay (l'avocat écologiste représentant les paysans de Küçükdere) participèrent à ces réunions. Suite au succès de la mobilisation de Küçükdere, les acteurs écologistes réussirent à convaincre 652 villageois des alentours de Bergama de donner mandat à Senih Özyay pour intenter en 1994 trois procès distincts en vue de l'annulation du permis d'exploitation. Pendant plus d'un an, la lutte contre l'installation de l'usine aurifère se limita à cette action intentée en justice et aux conférences. Alors que l'action judiciaire suivait son cours avec, en 1996, un rejet par le Tribunal administratif d'Izmir suivi d'un appel, la construction de l'usine se poursuivait.
- 21 Toutefois, l'abattage de 1 500 oliviers et de 3 000 sapins en 1996, pour la construction de la piscine de traitement de l'usine, suscita une grande indignation parmi de nombreux paysans et fut l'élément déclencheur [*triggering event*] de ce qui est génériquement désigné en Turquie par le « mouvement des paysans de Bergama » [*Bergama köylüleri hareketi*], mais qui s'inscrit dans la continuité d'un mouvement plus ancien.
- 22 A côté des acteurs auparavant mobilisés à Küçükdere et du maire de Bergama, la mobilisation des « paysans de Bergama » entraîna l'émergence d'une nouvelle figure locale, Oktay Konyar, dirigeant local du CHP. A la différence de Küçükdere, aucun des différents *muhtar* ne fut en mesure d'émerger comme un porte-parole légitime des villageois. Une délégation issue des différents villages prit l'initiative de s'adresser aux responsables locaux des principaux partis pour leur demander de s'instituer en porte-parole. Le seul à accepter fut Oktay Konyar, dirigeant local du CHP, qui ne bénéficiait d'aucune légitimité électorale. Pourtant, il parvint à acquérir un rôle incontournable grâce à sa capacité à mobiliser les paysans des villages. Il fut en mesure d'émerger comme un porte-parole légitime et fit preuve d'une certaine créativité en initiant avec succès des manifestations susceptibles d'attirer l'attention des médias. Il devint le symbole médiatique de la mobilisation jusqu'à éclipser les autres acteurs locaux. Les manifestations qui connurent l'écho le plus important furent les « marches nues » (en fait torsos nus pour les hommes et en *şalvar*, longue culotte bouffante, pour les

femmes) ; elles reprenaient une forme d'action auparavant mise en œuvre par des ouvriers et des fonctionnaires mais constituaient une nouveauté dans un milieu rural. L'effacement du ÇYK, Conseil directeur environnemental [*Çevre Yürütme Kurulu*], illustre la position occupée par O. Konyar. Ce « conseil » n'était pas un organisme officiel mais l'instance militante collective. Il était composé d'un représentant de l'ÖDP (gauche radicale), du CHP, et de l'İP, *İşçi Partisi* [parti ouvrier], ex-maoïste, kémaliste-nationaliste, et si O. Konyar était à sa tête, il était prévu que la direction soit tournante. Or, cette disposition ne fut jamais appliquée et la direction d'O. Konyar ne fut jamais remise en cause.

- 23 La mobilisation de Bergama ne connut pas le même succès que celle de Küçükdere car les acteurs principaux (le maire de Bergama et O. Konyar), ne bénéficiaient pas des ressources adéquates. De plus, ils ne furent pas en mesure de constituer un acteur collectif ou de mutualiser leurs ressources en raison des tensions qui apparurent entre eux au fur et à mesure des mobilisations. Enfin, ils n'avaient aucune ressource nécessaire à une européanisation du mouvement. Seule, Birsnel Lemke détenait ces ressources.

Dépassement du localisme et reformulation de l'enjeu en termes européens

- 24 Birsnel Lemke a joué un rôle majeur dans la mobilisation de Bergama. En position d'interface entre les acteurs turcs et européens, elle a été en mesure, d'une part de filtrer les dissensions existant entre les acteurs mobilisés localement et, d'autre part de participer à la reformulation de l'enjeu du mouvement en termes plus porteurs au niveau européen. Alors que le cadrage de la mobilisation généralement adopté localement consacrait la thématique de la paysannerie et comportait souvent une tonalité nationaliste, B. Lemke a effectué une traduction de l'enjeu en termes écologistes, plus susceptible de rencontrer un écho auprès d'acteurs européens.
- 25 A. Toumarkine (2005) a étudié les tensions qui ont traversé le mouvement pour la définition de l'enjeu des mobilisations. Il indique comment la pluralité de cadrages a évolué dans une dynamique de confrontation avec les forces de l'Etat pour finalement se construire autour d'une combinaison de cadrages nationaliste et localiste. Conformément à la méta-idéologie sécuritaire, la dénonciation du mouvement s'est faite en Turquie sur le mode du dévoilement de manipulations téléguidées depuis l'étranger et bénéficiant de la complicité de traîtres sur le sol national pour appauvrir le pays⁶. En raison de la capacité de la méta-idéologie sécuritaire à faire sens, les acteurs mobilisés ont également repris une argumentation de type nationaliste mais en l'inversant : la Turquie allait-elle accepter que des firmes étrangères mènent des pratiques que leurs Etats d'origine refusent chez eux⁷? L'ambiguïté de ce cadrage nationaliste permit de réunir ou du moins ne pas provoquer de rupture entre des acteurs politiques issus de partis de droite⁸ et des militants de la gauche anti-impérialiste.
- 26 Le cadrage nationaliste s'articulait facilement avec un cadrage que l'on pourrait qualifier de « localiste », selon lequel l'exploitation aurifère allait mettre en danger une contrée dont la spécificité ne pouvait supporter une telle intrusion. L'accent fut mis sur la beauté spécifique du cadre naturel, qui plus est, source de revenus. De ce point de vue, la démarche des acteurs locaux est assez proche de celle décrite par D. Trom (1999)

à propos des constructions discursives lors de mobilisations localisées. Si les discours des acteurs du mouvement en Turquie oscillèrent, diachroniquement et synchroniquement, entre ce qu'il désigne comme le LULU (*Locally Unwanted Land Use*), le refus d'un projet sur un site précis en raison des caractéristiques intrinsèques de ce site, et le NOPE (*Not On Planet Earth*), le refus du principe même d'un projet, le cadrage localiste s'est toujours maintenu au sein du mouvement.

- 27 Ces cadrages n'ont pas été exportés en tant que tel auprès des potentiels soutiens européens. Birsal Lemke a assuré le rôle de filtre entre les acteurs turcs et les acteurs étrangers qui n'interagissaient jamais directement. Les tensions entre acteurs turcs n'eurent aucun écho auprès des membres du groupement tandis que la reformulation des enjeux en termes écologiques permettait l'européanisation de l'action en dépassant le caractère local et même localiste du mouvement.
- 28 Nous avons dans cette première partie abordé la question des conditions de l'européanisation à partir des acteurs qui ont initié la dimension européenne à l'occasion des deux mobilisations. Cela nous a permis de saisir comment un individu peut acquérir une position incontournable en raison de son monopole local sur les ressources pertinentes. C'est en effet Birsal Lemke qui a mobilisé ses ressources personnelles pour constituer un réseau de soutien en Europe. Ces conditions ont profondément marqué le processus d'européanisation de ce mouvement de même que la perception que les soutiens à l'étranger ont pu avoir de la mobilisation. Des années plus tard, le mouvement fut désigné comme « le mouvement de Birsal Lemke » par des militants américains contre les pollutions causées par l'industrie minière. Ainsi, le monopole de Birsal Lemke parmi les acteurs turcs mobilisés pour tout ce qui relève des liens avec les acteurs étrangers ne fut jamais remis en cause car l'européanisation (et plus généralement l'internationalisation) était en effet un phénomène relativement étranger pour les autres acteurs turcs mobilisés.
- 29 Une fois initiée, cette européanisation a connu plusieurs « temps », caractérisés par des formes d'action différentes et une efficacité variable, qu'il convient maintenant d'analyser.

II. Temps et contre-temps d'une « européanisation »

- 30 On a vu que l'européanisation resta très circonscrite pour la mobilisation de Küçükdere. La situation est différente dans le cas de Bergama. Malgré son importance, la première phase de mobilisation ne parvint pas à atteindre ses objectifs et fut confrontée à un « blocage » au sens de M. Keck et K. Sikkink. Conformément au modèle du *boomerang pattern*, le recours à l'Europe apparut alors comme un moyen de contourner le blocage. Alors qu'à Küçükdere le projet avait été abandonné au bout de quatre mois de mobilisation, il n'y eut pas de réaction gouvernementale aux très nombreuses manifestations qui se déroulèrent en 1997² à propos du projet de Bergama⁹. Au contraire, les pouvoirs publics n'appliquèrent pas les nouvelles décisions de justice qui étaient favorables au mouvement et interdisaient l'exploitation (le Conseil d'Etat en mai 1997 et Tribunal administratif d'Izmir en octobre de la même année)¹⁰.

L'européanisation sur le mode transnational

- 31 Nous avons rappelé les quatre modes d'européanisation d'une action définis par S. Tarrow et D. Imig. Il semble que le mode désigné par le terme de « transnationalisation » qui se caractérise par la participation d'acteurs issus de plusieurs pays (et non pas seulement d'acteurs issus du pays d'origine cherchant à bénéficier des opportunités représentées par les normes et les institutions européennes) corresponde à ce qui est observable dans un premier temps. Cette européanisation est le résultat de l'action de Birsal Lemke et d'acteurs européens. Concrètement, la première initiative en ce sens remonte au printemps 1993, lorsque Birsal Lemke et le conseiller vert européen Ali Yurttagül rédigèrent un projet de résolution à soumettre au vote du Parlement européen. Plus d'une année passa entre l'élaboration du projet de résolution, sa présentation au groupe des Verts et son inscription à l'ordre du jour du Parlement européen pour laquelle la FIAN fut mobilisée. A la mi-octobre 1994, la FIAN débuta une campagne d'envoi de courriers au Parlement européen pour l'inscription à l'ordre du jour. La conjugaison de l'action d'A. Yurttagül auprès du groupe des Verts au Parlement européen et de la campagne de *mailing* a permis de faire figurer le projet de résolution à l'ordre du jour de la session extraordinaire du 17 novembre 1994. Le projet intitulé « *Résolution sur la catastrophe écologique qui risque d'être provoquée par l'utilisation, par les entreprises de l'Union européenne, de substances chimiques contenant du cyanure de potassium dans les mines d'or situées près de Pergame et d'Edremit en Turquie* » fut intégré dans un ensemble de résolutions portant sur les désastres écologiques¹¹. Le projet de résolution déposé par le groupe des Verts reprenait exactement le texte élaboré par Birsal Lemke et Ali Yurttagül. La résolution, qui prenait appui sur une directive du 12 décembre 1991 relative aux déchets dangereux, fut adoptée sans opposition.
- 32 Le contenu de la résolution était décalé par rapport à la situation en Turquie. Le texte préparé par B. Lemke et A. Yurttagül et voté à Strasbourg plus d'un an plus tard mentionnait non seulement le cas de Bergama mais également la situation dans la région d'Edremit, c'est-à-dire à Küçükdere, alors que cette mobilisation avait déjà abouti.
- 33 La résolution eut un impact sur la question aurifère turque. Le vote du Parlement européen permit de renforcer la légitimité de l'opposition au projet d'exploitation. D'autant plus que la résolution se fondait sur la législation européenne alors que les gouvernements turcs poursuivaient une stratégie d'adhésion à l'Union.
- 34 Les réactions de l'organisation patronale européenne de l'industrie chimique constituent un bon indicateur de l'effet suscité par le vote de cette résolution. En mars 1995, le CEFIC, Conseil européen des industries chimiques, envoya un courrier à la présidence du Parlement européen pour dénoncer la résolution. L'organisation opposa les principes du libre-échange et les engagements commerciaux internationaux de l'Union européenne à la directive relative aux déchets dangereux de 1991. Le CEFIC réagit également au point 3 de la résolution qui dénonçait l'utilisation de cyanure sur les sites et rappelait le passé nazi de la firme Degussa productrice du cyanure et membre du CEFIC. Cette mobilisation n'eut aucun effet et ne remis pas en cause la résolution.
- 35 Cette résolution constituait une base légitime à partir de laquelle des parlementaires européens adressèrent des questions à la Commission européenne. Une première

question sur les projets aurifères de la côte nord égéenne turque avait été posée dès septembre 1993 par le député communiste grec Alexandros Alavanos. Celui-ci n'avait pas de contact avec les acteurs mobilisés en Turquie, il prit seul l'initiative de cette question à la suite des articles de Stratis Palaskas dans *Eleftherotypia*. Cette question écrite qui portait sur le « risque de pollution de la mer Egée par des solutions cyanurées » obtint une réponse de la commission le 5 janvier 1994.

- 36 Par la suite, d'autres élus européens adressèrent des questions sur ce sujet précis et plus généralement sur le problème de la pollution en mer Egée. Les réponses de la Commission furent extrêmement générales et ne faisaient pas l'objet d'une communication spécifique.

Inefficacité du boomerang institutionnel européen

- 37 Entre 1996 et 1997, la Commission fut interpellée à trois reprises sur la question de l'exploitation aurifère autour de Bergama, par des députés de différents groupements politiques grecs¹² (la pollution de la mer Egée faisant l'objet de l'attention de l'ensemble de la classe politique grecque) et par une députée allemande des Verts. Ces questions prenaient appui sur la résolution de novembre 1994. Les questions des parlementaires relevaient d'initiatives individuelles comme celle d'Alexandre Avalanos quelques années auparavant. Ces démarches perpétuaient néanmoins la « transnationalisation » initiée par B. Lemke et A. Yurttagül. Elles allaient dans le même sens que les interventions résultant du *boomerang pattern* et issues du groupe des Verts.
- 38 Ainsi, en janvier et en décembre 1996, deux députés grecs membres du groupe parlementaire Gauche unie européenne/Gauche verte nordique mais issus de partis grecs différents, interpellèrent la Commission à propos de Bergama. Ioannis Theonas (membre du KKE, parti communiste de Grèce), le 16 janvier 1996, et Mihail Papayannakis (membre de *Synaspismos*, gauche radicale), le 17 décembre 1996, interrogèrent la commission sur les conséquences écologiques du projet¹³.
- 39 Ces interpellations furent relayées en juillet 1997 par une députée du groupe des Verts au Parlement européen, Undine-Uta Bloch von Blottnitz, qui soulevait non seulement la question de la responsabilité des institutions turques mais également celle des institutions européennes en pointant le fait que les promoteurs économiques de ce projet étaient issus du territoire de l'Union. Le dernier point de la question d'Undine-Uta Bloch von Blottnitz était extrêmement clair à ce sujet : « *Comment la commission envisage le fait que des firmes européennes prennent part au projet et utilisent des procédés dévastateurs en Turquie qui ne sont pas permis dans l'Union Européenne ?* ». Ute Bloch von Blottnitz ne réclamait pas des rétorsions financières contre la Turquie mais contre les firmes européennes et remettait ainsi en cause la lecture de l'exploitation aurifère autour de Bergama comme une affaire externe à l'Union européenne.
- 40 Dans sa réponse, le commissaire Van den Broek ignora cet argument et se borna à mettre en avant l'impuissance de la Commission vis-à-vis d'un territoire ne relevant pas de sa compétence. Il rappela également que la Turquie avait soumis à la Commission un projet en 1997 pour contrôler la pollution sur ses côtes méditerranéennes sans toutefois obtenir de crédits¹⁴.
- 41 Selon M. Keck et K. Sikkink, les effets directs d'une action concertée peuvent être envisagés en termes de succès ou d'échec à partir de ses conséquences sur la cible visée. Les auteurs proposent cinq formes de changements qu'une mobilisation transnationale

est susceptible de provoquer sur une « cible » et à partir desquelles il est possible de déterminer son degré de réussite : la transformation de l'agenda public national; l'influence sur le discours des Etats et des organisations internationales; l'influence sur les procédures institutionnelles; l'influence sur les politiques [*policies*] des acteurs cibles qui peuvent être des Etats, des Organisations Internationales, des firmes multinationales; enfin l'influence sur le comportement des Etats. Ce *boomerang pattern* n'a entraîné aucune de ces cinq formes de changement en raison de l'incapacité à mobiliser un ou plusieurs acteurs vis-à-vis desquels la « cible », c'est à dire le gouvernement turc, aurait été suffisamment sensible¹⁵. Le passage par le Parlement européen n'apparaît donc pas suffisant en l'absence de soutien de la Commission européenne.

Une transnationalisation au-delà des institutions européennes

- 42 Les firmes engagées dans l'exploitation des ressources autour de Bergama constituèrent une nouvelle cible de la mobilisation. Afin de les atteindre, un nouveau *boomerang pattern* qui ne passait plus par le Parlement européen, fut mis en œuvre. Il s'agissait désormais de mobiliser avant tout les soutiens allemands du mouvement susceptibles de faire pression sur les firmes visées. Cette action correspond également au mode de la "transnationalisation" : si l'essentiel des acteurs mobilisés agissent dans l'espace national allemand, ils le font notamment à partir de la résolution du Parlement européen et des traités internationaux et pour une cause située dans un autre pays.
- 43 Dans une perspective dynamique, il est nécessaire d'observer de manière détaillée les changements intervenus dans la structure d'Eurogold entre les premières initiatives de Sefa Taşkın en 1993 et la fin des principales mobilisations paysannes en 2002. Ces changements concernent la composition du capital d'Eurogold ainsi que l'identité de ses partenaires financiers. Ils ont déterminé les moyens de pression efficaces et ont joué un rôle essentiel quant à la portée des actions du groupement transnational. C'est pourquoi, nous retracerons de la manière la plus synthétique possible la structure financière d'Eurogold durant cette dizaine d'années. Lors de sa fondation en 1989, Eurogold était une société de droit turc à capitaux étrangers. Un tiers du capital de la firme appartenait à la compagnie minière canadienne MetalMining Corp (qui changea par la suite de nom pour devenir Inmet), filiale de la multinationale allemande MetalGesellschaft (MG) ; deux tiers revenaient à la société La Source, elle-même issue de la coopération entre le Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM), établissement public à caractère industriel et commercial français, et la firme australienne Normandy. En 1989, la majorité des capitaux de La Source était détenue par le BRGM à hauteur de 60 %, taux qui progressa avec les années. La majorité des capitaux de Normandy étaient détenus par le géant sud-africain de l'industrie minière Anglo-American Corporation of South Africa (AAC, devenu entre temps AngloGold), propriété de la famille Oppenheimer. Il importe de mentionner également les partenaires d'Eurogold. Au début du projet de Bergama, cette société avait pour partenaire financier la banque allemande Dresdner Bank. La multinationale allemande Degussa était également un partenaire majeur de la plupart des projets aurifères d'envergure en tant que premier producteur de cyanure et raffineur d'or dans le monde. Une partie de son capital était également aux mains de la Dresdner Bank.

- 44 Ainsi, lors de la création d'Eurogold, les principales firmes concernées étaient celles participant au capital de la société (Inmet, La Source c'est-à-dire Normandy et BRGM) ainsi que la Dresdner Bank et Degussa. Malgré la complexité de ce montage, il est possible d'affirmer que le centre de gravité du projet se trouvait en Allemagne, en raison de l'implication d'une multinationale telle que MetalGesellschaft et de partenaires comme la Dresdner Bank et Degussa.
- 45 L'élément du *boomerang pattern* le plus efficace pour faire pression sur les partenaires économiques d'Eurogold était la députée des Verts au parlement régional du *land* de Hesse, ancien maire de la ville universitaire de Giessen, Karin Hagemann qui avait établi le contact avec B. Lemke à l'occasion d'un séjour en Turquie dans des conditions similaires à la représentante de la fondation allemande FIAN, P. Sauerland. K. Hagemann présidait la Commission économique du parlement du *land* de Hesse, où se trouve le siège de la Dresdner Bank. Elle prit contact avec la Dresdner Bank dès son retour en Allemagne et rappela les engagements de la banque. En effet, conformément à ce qui était indiqué dans la résolution du Parlement européen de novembre 1994¹⁶, la Dresdner Bank avait signé la Déclaration des institutions financières sur l'environnement et le développement durable¹⁷. Elle en fut même l'un des premiers signataires en mai 1992 et renouvela son engagement en 1995 lors de la reformulation de la déclaration pour y inclure de nouveaux secteurs financiers. Dans cette déclaration, les institutions financières s'engagent à respecter l'ensemble des réglementations écologiques dans tous des pays dans lesquels elles interviennent¹⁸. Il était ainsi possible pour le groupement transnational de combiner le *leverage politics* (faire intervenir des acteurs auxquels la cible sera « sensible » et dont les prises de positions seront en conséquence susceptibles d'avoir des effets observables), par l'intervention de K. Hagemann et l'*accountability politics* (confronter la cible à ses engagements antérieurs légitimant les revendications du réseau transnational, afin de transformer les pratiques de la cible contraires à ces engagements), en mettant la *Dresdner Bank* face à ses engagements. La pression sur l'établissement finançant le projet porta ses fruits ; à partir du début de l'année 1997, les avancées du projet furent suspendues en Turquie. Alors que la firme Eurogold s'apprêtait à commencer l'extraction de l'or en novembre 1997, il n'y eut aucune évolution notable jusqu'en février 1998. Cependant, le site de production ne fut pas démantelé. Ce temps gagné était précieux pour le mouvement alors que les mobilisations de paysans continuaient en Turquie.
- 46 La situation changea en 1998, lorsque Normandy récupéra l'ensemble des actifs d'Eurogold dont la structuration du capital se simplifia considérablement. Eurogold passa entièrement sous le contrôle de la firme australienne et pris le nom de Normandy à l'instar de la maison mère. Cette modification du capital s'accompagna d'un changement de partenaire. Si Degussa demeura l'incontournable fournisseur de cyanure, la Dresdner Bank se retira du partenariat financier. Ainsi, le centre de gravité de l'exploitation, la « cible », se déplaça de l'Allemagne vers l'Australie. Une telle évolution valait la reconnaissance implicite de l'efficacité du mouvement contre l'exploitation aurifère et du groupement transnational qui le soutenait. Mais elle marquait également la fin de l'efficacité des moyens de pression dans le cadre européen. Entre février 1998 et février 1999, Eurogold-Normandy lança une production expérimentale de trois tonnes d'or en dépit des décisions de justice rendues jusque-là. Par la suite, la production fut pérennisée. A partir de 2000, la mobilisation paysanne

recula fortement en raison de l'absence de résultat durable. La récession qui toucha durement l'économie régionale sonna le glas du mouvement et favorisa les défections, si bien que de nombreux paysans se firent embauchés à l'exploitation. Cette deuxième phase de la « transnationalisation » permet d'éclairer la permanence de liens transnationaux entre acteurs issus de Turquie et d'un pays européen sans qu'ils passent nécessairement par les institutions européennes (dans le cadre d'une coproduction législative, du lobbying ou d'une mobilisation contre des décisions). En ce sens la première phase de l'européanisation, plaçant le Parlement européen au centre de son action, a servi de base à la phase suivante qui a essentiellement pris la forme d'une action dans l'espace national allemand.

- 47 Cette étude de « l'européanisation » d'un mouvement local dans un pays candidat permet de formuler des pistes faisant écho aux travaux sur l'Europe mais également sur l'action collective transnationale.
- 48 Il est possible d'observer que « l'européanisation » n'est pas une « évidence », dans le sens où il s'agit d'un phénomène qui peut être fragile dans sa mise en œuvre. Ainsi, l'extrême faiblesse quantitative des individus en mesure d'initier un tel phénomène est frappant dans le cas étudié. La dimension européenne du mouvement repose sur les ressources personnelles d'une seule personne, ce qui n'est pas sans consolider sa propre position en Turquie. De même, les circonstances de « l'européanisation » pour le cas étudié mettent en évidence le rôle joué par les opportunités individuelles plus que par une démarche planifiée. Enfin, « l'européanisation » n'est pas toujours effective, elle peut avoir des effets trop tardifs, dans le cas de la mobilisation de Küçükdere, ou être inefficace dans le cas de Bergama.
- 49 Par ailleurs, cette étude montre la nécessité de découpler « européanisation » et « institutions européennes » pour considérer l'européanisation comme un processus qui peut également prendre forme en marge du système politique européen. Dans ce cas, la question des ressources nécessaires à l'européanisation s'avère particulièrement intéressante. Les mobilisations étudiées montrent que lorsque peu d'acteurs sont susceptibles d'assurer le rôle d'interface entre l'Europe et l'espace national, ces ressources nécessaires peuvent être bien plus larges que la fine connaissance et la maîtrise du fonctionnement du système politique européen (le petit monde bruxello-strasbourgeois). Le cas étudié met en évidence une catégorie d'acteurs d'un pays candidat, qui n'est pas intégré aux institutions européennes mais qui dispose de ressources personnelles lui permettant de représenter de manière crédible des groupes locaux tout en assurant des interactions suivies avec des acteurs européens.

BIBLIOGRAPHIE

Dobry, Michel (1992) *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Balme, Richard; Chabanet, Didier (2008) *European Governance and Democracy: Power and Protest in the EU*, Rowman & Littlefield, Lanham (Md.)

Bilgen Reinart, Üstün (2003) *Biz toprağı bilirik!*, Istanbul, Metis.

Dobry, Michel (1992) *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques.

Hermet, Guy ; Prud'Homme, Jean-François ; Kazancıgil, Ali (eds) (2005) *La gouvernance, un concept et ses applications*, Karthala, Paris.

Keck, Margareth ; Sikkink Kathryn (1998) *Activists beyond borders*, Ithaca, Cornell University Press.

Tarrow, Sydney ; Imig, Doug (2002) « La Contestation politique dans l'Europe en formation », in Balme, Richard ; Chabanet, Didier ; Wright, Vincent (eds), *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Science Po, pp. 195-223.

Toumarkine, Alexandre (2005) « Les protestations écologistes en Turquie dans les années 1990 », in Dorransoro, Gilles (eds.), *La Turquie conteste, mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS éditions, pp. 69-86.

Trom, Danny (1999) « De la réfutation de l'effet NIMBY considéré comme une pratique militante : notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue Française de Science Politique*, février, vol.49, numéro 1, pp. 31-50.

NOTES

1. DYP : *Doğru Yol Partisi* [parti de la Juste Voie], conservateur. ANAP, *Anavatan Partisi* [parti de la Mère-Patrie], libéral. SHP, *Sosyal Demokrat Halkçı Parti* [parti social-démocrate populaire], gauche parlementaire.

2. Les « unions de communes » sont des instances de collaboration entre communes.

3. Ces treize maires étaient issus d'organisations politiques différentes : Altınoluk : Neset Istanbulu (SHP) ; Altınova : Süleyman Şahin (SHP) ; Ayvalık : Ali Nedim Güreli (ANAP) ; Burhaniye : Necmi Sengider (SHP) ; Büyükdere : Hasan Necdet Ercan (DYP) ; Edremit : Necdet Eke (DYP) ; Gömeç : Sefik Birdar (ANAP) ; Güre : Kamil Saka (SHP) ; Havran : İsmet Alpsu (SHP) ; Karaağaç : Doğan Adatepe (DYP) ; Küçükköy : Selahattin Gençel (DYP) ; Pelitköy : inconnu de l'auteur ; Zeytinli : Ahmet Bayram (SHP).

4. Le *muhtar* est un élu local ne disposant pas de compétence budgétaire ou réglementaire, contrairement au maire. Il existe des *muhtar* de quartier dans les villes, et des *muhtar* de village dans les zones rurales.

5. La culture de l'olivier occupe un rôle primordial dans le discours de Birsal Lemke. La défense du secteur agricole permet de conjuguer les arguments culturels, environnementaux et économiques. Un passage du discours de Birsal Lemke après la remise du prix Nobel alternatif illustre notre propos : «*Do we have to sell our mountains for jewellery and use our water for gold necklaces? The mining industry turns an area into a lunar landscape and destroys the possibility of other industries like agriculture and tourism*» [Devons-nous vendre nos montagnes pour des bijoux et utiliser notre eau pour des colliers en or ? L'industrie minière transforme une zone en un paysage lunaire et détruit les possibilités pour d'autres industries comme l'agriculture et le tourisme]. Les arguments écologiques et économiques sont imbriqués. Cette déclaration est disponible sur le site <http://www.planetark.org/dailynewsstory.cfm/newsid/9273/newsDate/10-Dec-2000/story.htm> [consulté le 3 mars 2002]. Pour le discours de remerciement de Birsal Lemke lors de la remise de prix http://www.rightlivelivelihood.org/lemke_speech.html [consulté le 3 mars 2002].

6. Les acteurs mobilisés étaient parfaitement conscients de la menace que représentait cette accusation. Ainsi Sefa Taşkın déclare : «*Bu arada madencilerle ağız dalası yapıyoruz, maden yöneticisi*

McGraddock ile televizyonda fena bir kavga ettik. Bize bunlar bastiriyorlar, biz de 'vatan haini' suçlamasindan kurtulmak istiyoruz », [Pendant ce temps nous nous disputons avec les responsables de la mine, une fois nous nous sommes disputés violemment à la télévision avec McGraddock, le dirigeant de la mine. Ceux-ci font pression sur nous, et nous nous cherchons à nous débarrasser de cette accusation de «traîtres à la patrie”]. (Bilgen-Reinart 2003 : 50).

7. Ce genre de discours plaçant la Turquie en situation de victime de firmes étrangères prédatrices est observable sur d'autres sites (Toumarkine 2005).

8. Par exemple, les élus locaux issus des partis ANAP ou DYP.

9. Marathon au flambeau dans la nuit du 14 au 15 mars 1997, occupation du site d'Eurogold par 4 000 villageois dans la nuit du 22 au 23 avril, délégation à l'Assemblée nationale et auprès des groupes parlementaires, le 8 mai. Aucune autorisation administrative n'ayant été délivrée, toutes ces manifestations étaient « illégales ». En réaction, les autorités installèrent un commissariat dans l'enceinte de la firme et un régiment de 300 soldats à Bergama.

10. Le ministre de l'Environnement, Imren Aykut (ANAP), se déclara dans l'obligation de faire appel de la décision du Tribunal mais l'activité du site ne fut pas suspendue comme cela aurait dû être le cas.

11. Ces propositions de résolutions portaient sur les inondations en France, en Italie et en Espagne, sur la pollution en ex-URSS, la pollution en Egypte et les inondations dans les camps sahraouis.

12. Le 8 novembre 1996 trois questions furent posées par des députés grecs. Les deux premières furent posées par Nikitas Kaklamanis (député grec élu sur la liste de droite ultranationaliste POLA en 1994 et qui rejoint par la suite le parti de droite parlementaire Nouvelle Démocratie) et par une autre députée de ce même parti Katerina Daskalaki. Elles portaient sur la pollution causée par les firmes turques en mer Egée ; le site de Bergama était un exemple cité parmi d'autres. Angela Kokkola et d'Yiannis Roubatis issus des rangs du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique, membre du parti socialiste européen) posèrent la troisième question, toujours sur la pollution en mer Egée.

13. Question orale d'Ioannis Theonas, intitulée « Installation d'une unité de traitement du minerai d'or dans la région d'Ayvacic (Bergama) » et question écrite de Mihail Papayannakis, intitulée « Extraction d'or à proximité de la ville de Pergame ».

14. «4. How does the Commission view the fact that European companies are taking part in the project and using environmentally devastating processes in Turkey which are not permitted in the EU?», extrait de la question d'Undine-Ute Bloch von Blottnitz, le 10 juillet 1997, intitulée « L'industrie minière en Turquie occidentale et la participation de l'UE ».

15. «Target actors must be vulnerable either to material incentives or to sanctions from outside actors, or they must be sensitive to pressure because of gaps between stated commitments and practice. Vulnerability arises both from the availability of leverage and the target's sensitivity to leverage; if either is missing, a campaign may fail.» [Les cibles doivent être vulnérables aux avantages matériels ou aux sanctions des acteurs extérieurs, ou bien être sensibles aux pressions en raison de l'écart entre les engagements et les pratiques. La vulnérabilité trouve ses racines aussi de la disponibilité du levier et de la sensibilité de la cible au levier ; si l'un manque, une campagne peut échouer.] (Keck & Sikkink 1998 : 29)

16. Notamment dans le passage suivant : «Whereas the Dresdner Bank, one the main sources of finance for the two projects, is a signatory of the UNEP declaration and has given a commitment to environmental protection and the application of equal standards at home and abroad.» [Alors que la Dresdner Bank, l'une des principales sources financières du projet, est signataire de la déclaration de l'UNEP et s'est engagée pour la protection de l'environnement et l'application de standards égaux sur le territoire national et à l'étranger].

17. Cette déclaration du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) adoptée en 1992, à l'occasion du Sommet de la Terre à Rio, consacre la collaboration entre le secteur bancaire et le PNUE.

18. « Nous sommes résolus à respecter les réglementations écologiques locales, nationales et internationales applicables à nos opérations et aux services qui relèvent de notre activité. Nous tâcherons de donner leur place aux considérations écologiques dans nos opérations, dans la gestion des avoirs et dans les autres décisions commerciales, sur tous les marchés ».

RÉSUMÉS

It is generally admitted among scholars that relations between Turkey and the EU are a set of opportunities for different categories of actors, particularly those mobilized contentious actors. Not with standing the importance of this European dimension, this present case study on the Europeanization of a local example of mobilization, allows us to outline a very balanced situation. Thus, through the combination of the boomerang pattern model of M. Keck and K. Sikkink and the typology of Europeanization modes by S. Tarrow and D. Imig, the analysis of this case, shows the ambiguities, the uncertainty and, sometimes, the deficiencies of Europeanization. Finally, a local form of Europeanization in Turkey appears first as the result of the activity of rare actors who are able to play the role of interface with Europe (a capacity that strengthens their position in Turkey and abroad).

INDEX

Mots-clés : européanisation, modèle boomerang, mobilisation locale, mobilisation écologique, mobilisation paysanne

motsclestr avrupalılařma, döngusel model, yerel olusum

Keywords : europeanization, boomerang model, local mobilization, ecological mobilization, peasant mobilization

AUTEUR

EMRE ÖNGÜN

Assistant Professor Doctor at the European University of Lefke